



Sylvie Goulard: "On n'a rien fait pour que les Européens se connaissent"

Mondomix, 17 septembre 2012

Et si la crise que traverse l'Europe était moins économique que culturelle? Mondomix mène l'enquête. Première personnalité à nous répondre: Sylvie Goulard. Cette députée européenne Modem, qui a travaillé dix ans au Ministère des Affaires Etrangères, avant de conseiller le président de la Commission européenne Romano Prodi, est l'interlocutrice idéale: elle est l'auteure de L'Europe pour les Nuls!

Si l'avancée de la construction européenne est si chaotique, n'est-ce pas, finalement, parce qu'on a imaginé que l'économie en serait le ciment, et non la politique ou la culture?

Sylvie Goulard: Vous savez, je me méfie beaucoup des grands mots ... «L'économie», je vois à peu près ce que sait. «La politique» ou «la culture», ça me paraît des généralisations plus dangereuses. En revanche, ce qui est certain, c'est qu'on s'est fixé des ambitions extrêmement élevées, quand on réfléchit à ce qu'est le projet européen en prenant un peu de recul ... Notamment, par exemple, l'ambition de faire une monnaie sans l'adosser à une structure de type étatique, ce qui n'avait jamais été fait, et en se disant que le respect de règles mutuelles et la confiance mutuelle suffiraient. On n'a absolument rien fait – c'est pour ça que, moi, je ne suis pas pessimiste – mais vraiment rien fait pour que les gens se connaissent mieux, pour que cette confiance mutuelle se solidifie, pour que les problèmes des uns, ou les faiblesses des uns puissent être compensés par un apport de savoir-faire, de bonnes pratiques, ... C'est hallucinant, quand on y réfléchit. Moi, je l'écris depuis des années ... Quand on relit les pères fondateurs, ce que j'avais fait pour un de mes bouquins, on se rend compte qu'ils avaient cette culture qui dépasse le cadre national. Ils étaient capables d'entrer dans des logiques de compréhension de l'autre. Si on pense à Robert Schuman, par exemple, ou à d'autres qui étaient déjà à cheval sur plusieurs sphères culturelles ... Eux mesuraient que l'Europe engageait les pays au-delà de la signature d'un traité. L'idée n'était pas qu'après la signature, chacun rentre chez soi et continue à faire ce qu'il faisait avant. C'est à mon avis là qu'est le principal problème ... et pas dans des solutions techniques, même si, évidemment, il faudra les élaborer.

Que reste-t-il à faire pour que les citoyens des 27 pays de l'Union se sentent réellement citoyens européens?

Sylvie Goulard: Beaucoup, beaucoup... J'ai vraiment le sentiment qu'on a à peine commencé. C'est ça d'ailleurs qui doit nous rendre, non pas béatement optimiste, mais confiants dans la possibilité de faire mieux. Si on réfléchit, qu'a-t-on fait, à part

quelques programmes, de type Erasmus, qui ont permis à des jeunes, plutôt de milieu favorisé, faisant des études supérieures (même s'il y a des programmes comme Leonardo qui s'adressent aussi à d'autres) d'échanger? On a complètement sous-estimé le besoin de connaissance mutuelle. Il est évident que l'apprentissage des langues dans un pays comme la France est le parent, non pas pauvre mais misérable, de l'Education nationale. Il n'y a pas d'épreuve de langue au brevet, les autres matières sont considérées comme plus nobles, ... En faculté, on ne peut pas donner de formation dans d'autres langues. Je ne parle pas seulement de l'anglais, je parle d'abord d'une aptitude à gérer l'interculturel.

Au niveau des hommes politiques, on considère que quelqu'un qui va exercer en grande partie ses fonctions dans la sphère internationale – comme le Président de la République : une partie de son pouvoir dépend de ce qu'il pourra obtenir du Conseil Européen, où il est à un sur 27 (ou un sur 17 dans la zone Euro) - peut passer du jour au lendemain d'une vision nationale, d'une formation nationale, d'une vie politique nationale, à une action dans ce type de cénacle sans être préparé (les partis politiques n'ont pas intégré ça dans leur cursus). Donc, il y a énormément à faire, à la fois dans l'éducation mais aussi dans la vie politique, dans les échanges entre responsables de collectivités locales, dans les milieux économiques,...

Et dans la culture? Comment donner plus de visibilité aux œuvres européennes? Par de nouveaux quotas?

Sylvie Goulard: Les quotas, c'est ce qu'il faut faire quand on n'a pas été capable de faire quelque chose spontanément. Faut-il en arriver là? Ce serait un peu triste.

Les journaux télévisés, les émissions politiques devraient intégrer la dimension européenne. J'avais fait la démarche d'aller voir France Télévisions, j'ai souvent parlé avec des directeurs de journaux ou de télévisions ou de radios pour les encourager à traiter les sujets de manière beaucoup plus européenne. Jusqu'à présent, ce n'est pas le cas. Regardez comment s'est déroulée la campagne présidentielle... Regardez aussi la façon dont s'est déroulée la campagne pour les élections européennes... On a un débat qui est beaucoup trop cloisonné, séparé d'un pays à l'autre. Alors que, maintenant, avec Internet, on a beaucoup d'informations sur les autres pays. On a même de l'information traduite en ligne. Il y a des outils qui devraient permettre de surmonter ces barrières, à supposer que les gens aient envie de les surmonter. C'est là l'un des pièges actuels. On dit toujours que les élites veulent l'Europe et que le peuple ne la veut pas. Je n'en suis pas persuadée. Je pense même le contraire : on a des élites qui sont infiniment moins internationales que les petits chefs d'entreprise, les agriculteurs que je rencontre. Eux ont plus conscience de l'interdépendance européenne. La classe politique et une partie des médias ont une espèce de fond de commerce national qu'ils ne veulent surtout pas lâcher...